

Auteur : LEBOIS Valérie
Directrice de thèse : ELEB Monique
Date de la soutenance : 27 janvier 2010
Doctorat en Architecture
Ecole doctorale Ville et Environnement
Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis

Titre thèse : Les ressources des espaces intermédiaires. Analyse socio-spatiale dans l'habitat collectif contemporain parisien

Contrairement à d'autres thématiques architecturales restées étanches aux échanges interdisciplinaires, la question de l'articulation entre les sphères privée et publique de l'habitat a fait l'objet d'un rapprochement privilégié entre sciences humaines et architecture. Dressant, dans les années 1970, un même constat de disparition des espaces d'articulation, les architectes et les chercheurs en sciences sociales se sont nourris mutuellement de leurs évaluations faites sur le fonctionnalisme et ont partagé la volonté de rechercher des propositions alternatives. A cette période, émerge la notion d'« espace intermédiaire ». Elle sert au dialogue entre les deux champs disciplinaires. Elle permet, par son caractère flou, d'évoquer à la fois une échelle intermédiaire, aussi bien du point de vue architectural et urbanistique que des relations sociales, et une médiation entre l'espace et son usage.

Notre recherche s'attache dans un premier temps à dégager les apports de cette interaction disciplinaire dans la compréhension des mécanismes qui structurent l'habitat dans son rapport à l'extérieur. Cet état des connaissances nous permet de repérer des clefs d'analyse socio-spatiale et de construire notre propre appareil théorique et méthodologique.

Nous proposons dans un deuxième temps d'appliquer notre démarche à un corpus spécifique : les espaces intermédiaires des immeubles d'habitation contemporains parisiens, autrement dit les halls, porches, cours, jardins, escaliers, couloirs, paliers situés entre logement et rue. En plaçant la matérialité de l'espace au centre de notre questionnement, notre objectif vise à saisir le potentiel que représente cette matière pour l'ensemble des acteurs qui participent à sa configuration. C'est pourquoi notre investigation porte autant sur les logiques à l'œuvre dans la fabrication de ces espaces que sur les perceptions et les pratiques qui s'y inscrivent et, à leur tour, les déterminent.

Nous nous interrogeons principalement sur la marge de manœuvre que laisse à chacun des acteurs l'ambiguïté du statut qui caractérise ces espaces entre privé et public. Nous nous intéressons à la manière dont les architectes, les maîtres d'ouvrage, les gestionnaires de logements sociaux et les habitants interprètent cette part d'indétermination en fonction de leur compétence, de leurs intérêts, et des enjeux qu'ils confèrent à la ville dense. Nous cherchons à montrer comment ces confrontations de points de vue se traduisent dans l'élaboration des dispositifs architecturaux et dans leurs modes d'appropriation.

Avant même d'explicitier les tensions particulières que notre recherche met en lumière entre les différents acteurs, il apparaît que la question de la sécurité est devenue centrale dans la conception et dans la gestion des espaces collectifs de l'habitat. Ce sont principalement les maîtres d'ouvrage qui traduisent dans leurs exigences de programmation cette volonté de contrôle et de surdétermination des espaces de l'entre-deux. Ils le font à travers l'application implicite et partielle de principes issus des théories sécuritaires anglo-saxonnes.

De leur côté, les architectes sont attachés à la plage de création que les espaces intermédiaires leur confèrent dans un projet. Il leur est cependant difficile d'échapper aux prescriptions des maîtres d'ouvrage. C'est pourquoi nous nous sommes intéressée aux modes de résistance qu'ils mettent en œuvre pour parvenir à investir le projet de préoccupations propres à leur profession. En confrontant leurs principes à ceux exposés dans les thèses sur l'espace défendable, nous avons ainsi montré la manière dont les architectes opèrent à une sélection de principes architecturaux et construisent autour un discours qui se trouve finalement apte à satisfaire l'objectif de sûreté résidentielle. Face à des contraintes qu'ils savent de plus en plus difficiles à transgresser, les architectes tentent de se les réapproprier en les raccordant à des préceptes proprement architecturaux.

On assiste également à une forte mobilisation des bailleurs sociaux autour de la gestion des parties communes. Les modes d'intervention tendent à se décliner et à se spécifier toujours davantage. Le domaine qui a atteint un niveau de professionnalisation notable concerne la « surveillance préventive » puisqu'en 2000 les principaux bailleurs parisiens ont choisi de créer en commun une « patrouille de surveillance » ayant pour mission d'assurer la sécurité de leurs ensembles résidentiels la nuit. Cette création est un signe supplémentaire qui va dans le sens d'opposer à l'éventuelle ambiguïté du statut des espaces intermédiaires des compétences censées clarifier toujours davantage les droits et les devoirs qui lui sont associés. Il reste que certains agents locaux comme les gardiens détiennent en tant qu'intermédiaires le pouvoir de réinterprétation et de modulation de cette ligne réglementaire. Certaines de leurs actions révèlent les limites d'une logique gestionnaire stricte centrée sur une rigidité des rôles et du règlement des espaces. Plus que des sources à problèmes, nous observons des situations où les espaces intermédiaires deviennent pour ces acteurs des leviers d'actions possibles pour se sortir des difficultés que leur pose le groupe d'habitation.

Du point de vue des habitants, nous avons cherché à rendre compte de leur expérience quotidienne quand ils rentrent et sortent de chez eux. Grâce à la méthode du parcours commenté, nous avons eu accès à des descriptions dynamiques en rapport direct avec l'espace. Les commentaires recueillis révèlent le processus de configuration auquel se livrent les habitants à partir des caractères physiques, sensibles et sociaux qu'ils repèrent sur le parcours. En fonction des ressources et des épreuves qu'ils perçoivent dans ces espaces, les habitants parlent de leurs possibilités d'action et de leur état (bien-être ou malaise) immédiats en même temps qu'ils puisent dans les expériences passées et les rêveries que ces lieux leur inspirent pour construire et nourrir plus globalement une image de leur lieu d'habitation. Nous nous sommes également intéressée à des formes d'occupation plus « extra-ordinaires » comme la fête. Les fêtes représentent des temps d'expérimentation et d'imprégnation des lieux plus intenses qui font intervenir la dimension collective. Les habitants évaluent les potentialités des lieux à travers la recherche de mises en scène, le déploiement d'activités expressives et la gestion combinée des lieux. Autant d'interventions qui les amènent à mettre à l'épreuve les qualités des lieux et à en tirer profit. Dégagés des contraintes du règlement, les habitants font l'expérience de la souplesse même de l'espace et de ses modulations. Ils exploitent ses possibilités en fonction de leurs propres enjeux. En cela, les fêtes mettent clairement en évidence le travail de configuration réciproque de l'espace et des pratiques. Elles révèlent mieux dans quelle mesure ces espaces de proximité peuvent représenter une réserve d'espace, un lieu stratégique d'investissement.